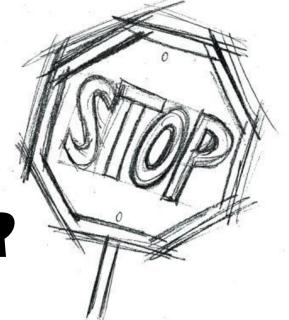
Strasbourg – Eurométropole

CGT - CFDT - FAFPT - FO - UNSA - CFTC - CGC - SUD

Vendredi 26 juin à 8h30: tous ensemble...





MARRE???

- Marre de la politique des élus !
- Marre d'assister à la casse du service public!
- Marre de la précarité imposée à certains collègues
- Marre des discours alambiqués et du mépris!
- Marre des privatisations, des suppressions de postes, de la remise en cause des horaires de travail, des conditions de travail, des économies sur le dos des agents, des mobilités imposées....
- Marre de l'obsession des élus à remettre en cause les acquis sociaux des agents et même de leur amicale...
- Marre d'être pris pour des dindons???

Alors faisons entendre

notre voix! Ensemble, mais TOUS ensemble, ce jour là, alors que se tiendra le Conseil de l'Eurométropole, que TOUS les élus politiques seront présents...Montrons notre ras le bol!

Dénonçons ces injustices ! Démontrons notre détermination à agir et ne plus subir!

Réussir cette mobilisation de TOUS les agents, c'est prévenir les élus que nous ne les laisserons pas nous plumer de la sorte, c'est démontrer aux yeux du public que nous ne laisserons pas SON service public être bradé de la sorte, c'est montrer notre détermination de lutter.

C'est leur prouver qu'ils ne nous ont pas vaincus!

Les raisons de la colère...



« en faisant fondre les effectifs? »

Depuis le passage de la Chambre Régionale des Comptes, chacun avait bien compris que plus rien ne serait comme avant...

La manière, semble-t-il, dont les magistrats de la CRC ont été volontairement orientés dans leurs investigations en dit long sur la méthode utilisée par les élus...Tout comme d'ailleurs la manière dont les fuites vers la presse ont été organisées ...

L'objectif à l'époque était bien de dénigrer les agents aux yeux du public et de justifier les attaques que nous subissons à l'heure actuelle.

L'hypocrisie du message des élus:

Ils rabâchent à qui veut l'entendre que ces choix "douloureux" (pas pour eux) sont justifiés par la baisse des dotations de l'état aux collectivités territoriales.

OUI mais...le PS à la tête de la Ville et de l'Eurométropole (avec l'UMP) n'est t-il pas le même que celui qui avec ses députés (dont l'un est vice président de l'Eurométropole et adjoint au maire) a voté comme un seul homme cette politique d'austérité à l'Assemblée nationale?

Applaudir à Paris et pleurnicher à Strasbourg est une stratégie pour le moins discutable !

Le boomerang leur revient à la figure

- Tout d'abord du fait que les magistrats qui ont été quelque peu orientés ont aussi découverts des irrégularités énormes qui constituent autant d'injustice vis-à-vis des agents (régime indemnitaire faramineux de certains);
- Ensuite du fait que les Maires de France n'adhèrent plus à cette politique d'asphyxie des collectivités.

Que disent les Maires de France ?

Un entretien récent avec son vice président, repris dans les DNA, en dit long! André Laignel explique ainsi que le citoyen sera la première victime de la baisse des dotations de l'État et ensuite, dans la foulée de déclarer: "Il ne serait pas de bonne politique de faire payer aux fonctionnaires territoriaux les dérives de ľÉtat. Remettre en cause les acquis sociaux n'est certainement pas bonne réponse".



Les conséquences de cette politique purement économique sont conformes aux craintes de l'Association des Maires de France....

Qu'en est-il chez nous?

La tentative de privatisation des Bains municipaux : Encore une menace de privatisation et des agents à replacer : quand arrêtera-t-on de faire payer aux agents la mauvaise gestion de nos dirigeants.

La privatisation des prestations de nettoyage et d'entretien à la DEE, ou aux Moyens généraux, ou à la Propreté urbaine est dramatique au regard des conditions de travail imposées à ces agents du secteur privé. Le discours des politiques est: "c'est moins cher". Peut être...Mais derrière cette lâcheté, se cache une réalité sociale que les élus doivent assumer. C'est moins cher parce-que ces salariés sont payés avec des coups de pieds au C....et que contrairement aux agents de la collectivité, ils ne disposent pas de complémentaire santé financée par l'employeur, pas de 13e mois, pas de régime indemnitaire, pas de déroulement de carrière. C'est cela la société dont nos élus rêvent pour nos enfants? Même patron à la CTS et même raisonnement: Le directeur de la CTS justifie l'externalisation des contrôles à une société privée en expliquant que ces salariés sont moins qualifiés ...donc moins chers...Un aveu qui fait froid dans le dos!

Des privatisations diverses qui ont déjà fait des dégâts: A l'assainissement où le prix des prestations de nettoyage des puisards a augmenté de 300%, la privatisation des prestations de sonorisation qui rompt l'égalité d'accès au service public entre ceux qui ont les moyens de se la payer dans le privé et les autres...

La logique des privatisations a fait des dégâts jusqu'à la SPA, jetée comme un kleenex dans le cadre d'un appel d'offre concernant la fourrière.

La suppression de près de 1000 postes durant le mandat: Oui bien sûr, il n'y a pas de licenciements secs, mais: cette politique suivie dans toutes les grandes collectivités va avoir un impact fort sur nos retraites. Moins de postes, c'est moins de cotisants à la CNRACL, plus de retraités, moins d'actifs... Impact aussi sur les seuils d'effectifs qui déterminent certains régimes indemnitaires... Impact sur les conditions dans lesquelles la collectivité sera obligée de négocier les prochains contrats mutuelles santé et prévoyance. Impact sur les conditions de travail des agents qui face manque d'effectif voient leurs réorganisées, leurs horaires de travail modifiés etc....Ce n'est plus « travailler plus pour gagner plus », mais « travailler PLUS avec MOINS de moyens et plus longtemps».

Attaque contre les agents qui disposent de logements de service : Là aussi ce sont les plus modestes qui sont touchés : ces économies de bout de chandelles vont-elles réussir à corriger les erreurs de nos élus ? N'y a-t-il pas d'autres économies à faire là où de grosses sommes sont gaspillées ?

Attaque contre les conditions de travail à la collecte des déchets : Dans un premier temps présenté comme un moyen d'améliorer les conditions de travail des agents, la démarche des élus prend une tout autre tournure. Chacun peut en effet se rendre compte de la perversité de certains discours. Ce qui est clairement visé c'est la réduction du parc de camions (ce qui va impacter PVA). C'est l'effectif qui va être amputé. C'est la fin programmée du service complet et de fait la porte ouverte à la privatisation... Ce sont les conditions de travail qui vont se trouver encore détériorées car ce qui envisagé c'est un allongement des circuits, une multiplication des tâches par agent. Les syndicats réclamaient dans le cadre de la fin du fini parti une négociation portant sur la durée réelle du temps de travail de ces agents et sur l'amélioration des conditions de travail". Nous sommes loin de ce qui a été promis aux agents.

Attaques masquées contre notre amicale : Les élus proposent que le CNAS (Comité National de l'Action Sociale) prenne à sa charge un certain nombre de prestations sociales. Pour rassurer les agents, ils nous disent qu'on pourra, en plus garder notre amicale... Ce qu'ils ne nous disent pas, c'est que le CNAS n'accepte de prendre en charge les prestations concernant les agents de notre collectivité QUE si cette dernière accepte le TOTAL de ses prestations. Parmi ces dernières, l'attribution des chèques vacances qui sont largement moins intéressants au CNAS qu'à l'Amicale. On nous dit aussi, qu'adhérer au CNAS suppose que la collectivité mette moins de personnels à disposition de l'Amicale. Qui gèrera alors le parc des logements de vacances ? Les élus jouent à ce propos la carte de la mort lente...

Attaque contre le droit syndical: Pour la seconde fois, le protocole d'accord sur les droits syndicaux a été rogné au point que si les syndicats n'avaient pas fait front ensemble, les plus petits ne disposeraient, à l'heure actuelle, même plus d'un local syndical. Si certes, ce dernier protocole reste encore supérieur au décret, la volonté politique des élus a été affichée et mise en lumière. Pendant qu'ils attaquent les intérêts des agents, mieux vaut des syndicats qui ne disposent pas de droits pour les défendre...Autant dire que de ce point de vue...lls ont déjà échoué. Avec ou sans droits, les syndicats ont affiché leur volonté de se battre!

Le mépris de l'exécutif...

Pendant que les agents souffrent, pendant que le service public se dégrade, alors que chaque minute, chaque réorganisation, sont mises à profit pour « mettre en œuvre cette politique de casse et de pressurisation des agents », le Président de l'Eurométropole, vantant le Didier livre de Bonnet. « L'Eurométropole, l'audacieuse », a déclaré que « la première richesse de l'Eurométropole c'est les hommes et les femmes qui la font vivre ».



C'est sans doute pour cela qu'il ne les remplace pas quand ils partent à la retraite ?

Dilapider ainsi la première richesse d'une collectivité devrait faire réfléchir les électeurs...

Alors, devant ce bilan qui ressemble chaque jour plus à une hécatombe, Alors que les élus semblent déterminer à frapper VITE et FORT, à frapper PARTOUT en même temps....

Les syndicats de l'Eurométropole appellent les agents, à rendre coup pour coup!

VITE, PARTOUT et FORT !...

1^{er} round : vendredi le 26 JUIN !